International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

« Viabilité financière, risque et portée des coopératives d'épargne et de crédit de la ville de Butembo après l'avènement du COVID 19 »

Kasereka Muliro, Kambale Muhongya, Jérémie Pauni
Papy, Chef de travaux et enseignant à l'ISC Beni Nord Kivu /RDC.
Serge, Assistant et enseignant à l'ISC Beni Nord Kivu /RDC.
Assistant et enseignant à l'ISC Beni Nord Kivu /RDC.

Date of Submission: 01-01-2026 Date of Acceptance: 08-01-2026

RESUME
Un adage de la tribu nande habitant majoritairement la ville de Butembo stipule « o'vutheke vuli'omwavene »pour signifier que l'on s'enrichit en recourant chez autrui. Ce recours à autrui peut se faire sous forme d'une aide financière ou non ou bien sous forme d'un crédit. Ce dernier est dans la plupart des cas obtenu auprès des institutions financières dont font partie les coopératives d'épargne et de crédit. Dans ce processus d'octroi des crédits les dirigeants de ces coopératives doivent faire montre des principes fondamentaux de gestion pour les maintenir plus ou moins viable financièrement et les mettre à l'abri de tout risque et d'une mauvaise portée pouvant être du à des évènements aléatoires comme des pandémies et toute crise.
Mots clés : Crédit, viabilité financière, risque, portée, coopérative d'épargne et de crédit.

ABSTACT
An adage of the Nande tribe, which primarily inhabits the city of Butembo, states: "o'vutheke vuli'omwavene" to signify that one gets rich by resorting to others. This recourse to others can take the form of financial or non-financial aid, or in the form of a credit. The latter is, in most cases, obtained from financial institutions, including savings and credit cooperatives. In this process of granting credit, the leaders of these cooperatives must demonstrate fundamental management principles to maintain them as financially viable as possible and to protect them from all risk and potential negative impact that could be due to random events like pandemics and any crisis.
Keywords: Credit, financial viability, risk, impact (or scope/reach), savings and credit cooperative.

I. INTRODUCTION

Pour pérenniser l'appui des coopératives d'épargne et de crédits aux membres en besoin de financement, il faut leur viabilité. Cette dernière pourrait prendre trois aspects : l'aspect financier qui occupe une place indispensable à côté des aspects social et organisationnel. En effet, la microfinance ne saura être efficace dans sa lutte contre la pauvreté que si elle respecte l'exigence économique de la rentabilité et de la viabilité de l'institution. Cette double exigence place le risque, l'efficience au centre de la gestion de la microfinance toute entière et des coopecs en particulier.

Ainsi, toute coopérative d'épargne et de crédit sérieuse doit, dans une certaine mesure, adopter une approche commerciale tout en tenant compte de son impact sur les bénéficiaires. Mais la question clé consiste à savoir quelle devrait, ou plutôt doit être l'ampleur de l'approche commerciale d'une coopec ? Il est évident qu'une approche commerciale trop faible pose problème étant donné que la non-viabilité financière remettrait en question l'existence de toute IMF.

En ville de Butembo, la crise de 2008 a touché le secteur de la microfinance formelle où une dizaine d'institutions de microfinance a failli. Cette faillite a entrainé une multitude d'utilisateurs des services de ce secteur à des pertes massives des capitaux. La viabilité de ces établissements, le risque et l'efficience ainsi que la productivité de services qu'ils offrent aux membres bénéficiaires constituent notre principale préoccupation dans cette recherche. En effet, les services financiers sont appelés à jouer un rôle central dans

l'accompagnement de l'émergence de la région où ils sont offerts.

Le contexte des crises dans la région de Butembo et par conséquent de risque très élevé encouru par les établissements bancaires et non bancaires qui fournissent ces services, nous pousse à y mener une recherche.

Faut-il s'attendre à un scenario similaire suite à la crise sanitaire de covid 19 et l'avènement de la gratuité de l'enseignement au niveau primaire en RDC ? S'il apparait, emportera-il les coopératives d'épargne et de crédit encore fonctionnelles actuellement dans cette ville ? Voilà une série d'interrogations qui suscitent en nous cette recherche et que nous résumons par :

« Tenant compte de leurs portée économique et risques, les crédits octroyés par les coopératives d'épargne et de crédit leur assurent-ils une viabilité financière? »

« La différence de viabilité financière, de risque et de portée économique entre les coopératives d'épargne et de crédit est-elle significative? »

Au vu de ce questionnement, nous formulons les anticipations de réponses ou hypothèses suivantes :

- Nous pensons que la portée des microcrédits et le risque puissent entraver la viabilité financière de coopératives d'épargne et de crédit locales .Le risque d'accorder des microcrédits aux membres qui ne vont pas respecter l'échéance de remboursement. Le risque de voir les créances ne pas être remboursées par les membres bénéficiaires, le risque de constituer peu de provisions. L'existence d'un nombre très réduit d'agents susceptibles de satisfaire les membres en général et des emprunteurs en particulier pour supporter des charges élevées de gestion empièteraient sur la viabilité financière des coopec locales.
- Nous croyons qu'il existe une différence significative entre la viabilité financière, le risque et la portée dans les coopératives d'épargne et de crédit locales. Tout en offrant les services financiers dans un même espace économique, financier, culturel et sous un même contexte politique, nous pensons que les coopec aient des particularités justifiant significativement les différences entre leur viabilité, portée économique et risque.

Pour cette recherche, notre objectif consiste à analyser et à comparer le niveau de la viabilité financière des coopératives d'épargne et de crédit de la ville de Butembo à travers les indicateurs de risque et de portée économique.

II. METHODOLOGIE

Vu l'interdisciplinarité de l'étude, cette recherche implique le recours aux autres disciplines comme la sociologie car le crédit est un fait social, la morale car le crédit exige la confiance, le droit car le crédit est un contrat. Pour mieux cerner et opérationnaliser les questions de départ, nous nous sommes servi d'une méthodologie mixte qui combine la recherche qualitative et la recherche quantitative.

L'approche qualitative regroupe des perspectives diverses en terme de base théorique des techniques de recueil et d'analyse des données. Elle utilise une démarche rigoureuse et un processus de recueil d'informations qui tiennent compte du contexte social. L'approche qualitative permet d'explorer les émotions, les sentiments ainsi que l'expérience personnelle des individus concernés qui contribuent ainsi à une meilleure compréhension des interactions entre les sujets et partant du fonctionnement des sociétés.

Plus concretement,nous avons recouru aux approches :

-Descriptive à partir de laquelle après d'identification des établissements de crédits de la ville de Butembo, nous avons décrit leurs modes et secteurs d'interventions en matière de crédit. Pour plus d'efficacité, à la suite de cette approche, nous avons, l'approche analytique qui nous a servi à cerner les forces les opportunités, les faiblesses et les menaces à l'offre de crédits par les coopératives financières.

-Explicative grâce à laquelle nous avons expliqué et clarifié les relations entre la viabilité et ses déterminants pour les coopératives d'épargne et de crédit choisies. Pour Emile Durkheim et les positivistes, expliquer un phénomène social, c'est en rechercher la cause efficiente qui le produit. De même, Max Weber et les tenants de l'approche compréhensive soutiennent que l'explication d'un phénomène social se saisit de la signification que les individus donnent à leurs actes. Ce qui veut dire que les conduites humaines sont intentionnées et inspirées par des représentations marquées par des enjeux.

-Causale qui permet d'analyser la relation causale entre deux ou plusieurs phénomènes. Elle nous a amené à établir une relation de causes à effets entre l'autosuffisance financière et ses déterminants notamment le portefeuille à risque, le taux de couverture de risque et d'autres indicateurs.

-Comparativeavec laquellenous avons cernéles différents niveaux de viabilité financière,

de risque et de la portée économique dans chacune de trois coopecs choisies.

- Systémique à partir de laquelle, il est convenu de faire ressortir les différentes interactions entre les différents acteurs de l'activité de crédit. Dans ce système où interviennent les épargnants (pourvoyeurs des capitaux) en amont et les investisseurs (solliciteurs des fonds) en aval, figurent les institutions financières.

Les sources de données utilisées dans cette recherche sont principalement les coopec de la ville de Butembo et les bénéficiaires de crédit. A noter que chacune de ces sources a fait appel à une technique de recherche particulière. Rappelons que la technique consiste à une voie par laquelle, le chercheur parvient à récolter les données nécessaires soit à travers son observation soit à travers une communication avec la cible.

Pour cette étude, en plus de la recherche documentaire, la récolte de données sur terrain a été effectuée par observation participante à partir des entretiens directs et indirects que nous ont accordés les acteurs. Il s'agit principalement des gestionnaires des établissements des crédits ciblés pour appréhender les actions qu'ils mènent pour mettre en œuvre une activité financière viable, harmonieuse et pérenne .

L'analyse des informations obtenues de nos enquêtes est essentiellement quantitative et porte sur les statistiques de type descriptif dans un premier temps et les statistiques de type explicatif ou inferentiel dans le second. Pour ces analyses, nous nous sommes référés au modèle d'analyse des fréquences, et d'analyse régressive entre les variables dépendante et indépendantes considérées dans cette recherche.

III. CADRE CONCEPTUEL

I.1. LA MICROFINANCE

Le terme de micro-finance est utilisé pour désigner les services financiers offerts aux individus de tout genre qui, traditionnellement, ont des difficultés d'usage ou d'accès aux services financiers ou sont complètement exclus du système financier classique. Le manque d'accès au financement institutionnel affaiblit nécessairement la sécurité financière de ces personnes à travers le monde. La microfinance a vu le jour pour permettre leur inclusion en leur offrant des services financiers (prêt, épargne, …).

Nous ne pouvons pas nous taire face au rôle incommensurable que joue actuellement la micro finance pour le développement économique et social des peuples du monde en général et de la région sous étude en particulier.

Depuis les années 1970 avec l'avènement de la Grameen Bank créée par Mohammed Yunus, la micro finance est devenue un outil important de développement.

Dans plusieurs études, des chercheurs ont démontré que les institutions de micro finance jouent trois rôles, en particulier dans le développement notamment l'aide aux pauvres à faire face à leurs besoins de base et de se protéger contre les risques. Ensuite associé avec les améliorations en économie du bien-être des familles et des individus. Et finalement le support à la participation économique des femmes et de promouvoir l'égalité des genres.

I.2.LA COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT

Une Coopérative d'épargne et de Crédit « COOPEC » est une association de personnes qui déposent leurs économies dans un fonds commun et empruntent à ce fonds à de taux d'intérêts minimes. C'est une Coopérative Financière organisée à partir d'un groupe dont les membres ont un lien commun d'association, comme par exemple les ouvriers de la même usine, les paroissiens de la même église ou les fermiers d'une même communauté. Celle – ci est plus qu'une institution financière. Car, elle est un groupe de personnes qui s'associent pour améliorer leur statut social et économique. Les coopec sont des groupements des personnes dotés de la personnalité juridique qui poursuivent principalement un objectif social à travers les services rendus à leurs membres.

En tant que coopérative, une Coopec est une organisation démocratique sans but lucratif. Les membres investissent une petite somme appelée « part sociale » pour être admis parmi les propriétaires. Cette opération permet aux membres d'élire un conseil d'administration, qui définit les lignes d'action de la coopérative, et qui peut nommer un gérant.

L'objectif de la Coopérative est d'enseigner à ses membres de bons principes d'économie et l'usage prudent du crédit et la politique de l'épargne. Une doctrine fondamentale est que par l'indépendance financière les gens peuvent gouverner leur destin. L'usage prudent du crédit comprend l'emprunt à des fins productives ou à des membres solvables qui ont de moyens sûrs et certains de remboursement.

La Coopérative encourage ses membres à épargner une partie de leur revenu quelle que soit la conjoncture. Ses objectifs doivent être suffisamment détaillés pour lui de permettre de planifier ses activités coopératives. Ils doivent

pouvoir se mesurer de façon à permettre une évaluation facile de l'effet du travail. Les éléments caractéristiques de la coopérative sont l'adhésion ouverte volontaire, le contrôle démocratique, laNon-discrimination, le service aux sociétaires et la répartition entre les membres, la stabilité financière

I .1.3.LE MICROCREDIT

Le microcrédit, c'est le petit crédit, d'un montant peu élevé, sensiblement inférieur au crédit qu'une entreprise ou un ménage peut solliciter d'une banque. Ce crédit est demandé par des personnes qui disposent d'un revenu relativement bas. Il est le plus souvent sollicité pour développer une activité génératrice de revenu. Il peut s'agir d'une ancienne activité que l'on voudrait étendre ou d'une nouvelle que l'on voudrait créer. Le bénéficiaire du microcrédit ne dispose généralement d'aucune garantie à offrir car il possède peu de choses et n'est sans doute propriétaire ni du logement qu'il occupe, ni de la terre qu'il cultive.

Il est dès lors redéfini en tenant compte de trois éléments qui l'accompagne et qui constituent avec lui la micro finance:

-l'épargne qui est liée au microcrédit par le fait que tout le monde ne peut pas emprunter, il faut bien que certains prêtent.

-l'assurance qui aussi est liée au microcrédit du fait qu'elle représente une garantie d'avoir de l'argent en cas de difficultés, comme un microcrédit qui serait assorti d'une clause suspensive à l'envers et dont l'intérêt serait payé d'avance. Comme le microcrédit permet d'améliorer le niveau de vie, l'assurance permet de vivre en plus grande sécurité.

Le microcrédit peut dépendre aussi de plusieurs autres facteurs. La demande de micro-crédit est donc peu sensible aux taux d'intérêt, les IMF peuvent augmenter leur taux pour équilibrer leurs comptes et atteindre à la fois la rentabilité et la pérennité… d'autant plus que les programmes non subventionnés réussiraient plutôt mieux.

-le transfert d'argent étant donné que dans beaucoup des circonstances, les personnes ont rarement accès à la banque. Elles n'ont donc pas de compte courant et elles ne peuvent pas régler par chèque ou virement, elles ne peuvent payer qu'en billets.

Les bénéficiaires du microcrédit sont nombreux.

1°.Les agents économiques individuels ou collectifs

2°.Le secteur commercial : il est très usité dans la région sous étude étant donné que le commerce domine l'activité économique générale.

3°. Le secteur de l'habitat ou immobilier : Dans cette région en plein essor immobilier, les institutions financières jouent un rôle pas du tout négligeable pour financer les productions immobilières.

4°.Le secteur agricole:

I.3. LE RISQUE

Le risque est la conséquence aléatoire d'une situation, mais sous l'angle d'une menace, d'un dommage possible. Le risque est une incertitude quantifiée, il témoigne d'un danger potentiel susceptible de naître d'un événement ou d'un concours de circonstances, mais il n'est qu'une éventualité, il peut ne pas se produire dans une situation envisagée.

Il est difficile de mesurer les risques au sein d'une entreprise et cette mesure s'avère insuffisante. Nous sommes dans une économie où tout évolue rapidement. Les risques d'aujourd'hui ne seront pas forcément les risques de demain.

Des nombreux risques aux quels est exposé une banque,le plus grave et le plus traditionnel decoule de l'activité du preteur. Le banquier est toujours exposé à la defaillance de son debiteur.Il dait face au risque general,au rique professionnelet au risque d'entreprise. La gestion des risques doit être pensée en dynamique. En effet, le risque doit se concevoir dans la durée. Il est nécessaire pour une firme de conserver en « mémoire » les risques, d'estimer les risques présents et de prévoir les risques futurs. Cette dynamique est indispensable à une bonne gestion des risques.

En Général, au sein de la microfinance, les risques prennent naissance lors de l'initiation des transactions et le plus souvent perdurent jusqu'à l'échéance finale.

On distingue:

• le risque de garantie : la banque peut devoir supporter une perte si elle ne peut exercer la garantie attachée à un prêt en défaut ou si le produit de cette action s'avère insuffisant pour couvrir les engagements accumulés par le débiteur. Les difficultés récentes rencontrées dans le domaine immobilier par de nombreux établissements lorsqu'ils ont envisagé de réaliser leurs gages sont une illustration de ce type de risque ;

• le risque de concentration : une diversification insuffisante du portefeuille de concours en termes de secteurs économiques, de régions géographiques

ou de taille d'emprunteur peut provoquer des pertes importantes ; les banques régionales y sont particulièrement exposées, de même que les établissements spécialisés ;

• le « risque pays » : bien connu des grands établissements, il se manifeste lorsqu'un pays étranger ne dispose plus de réserves suffisantes pour faire face aux engagements en monnaie étrangère de ses ressortissants ;

• le risque de change : il naît chaque fois que l'établissement accorde un crédit dans une monnaie qui n'est pas celle de l'expression de ses capitaux propres ; si les ressources utilisées pour financer cet emploi sont libellées dans la même devise, le risque ne porte que sur la marge de l'opération ; dans le cas contraire, le montant en principal est également exposé. Ce risque se manifeste également si la banque, après avoir acheté des devises et après avoir doté une provision en devises, est amenée à les revendre lors d'une reprise de provisions non utilisées ;

• le risque de fraudes : multiforme, il peut s'agir par exemple de concours consentis à de faux clients, donc bien évidemment irrécouvrables ;

• le risque d'initiés : il s'agit de concours accordés à des conditions hors marché, ou selon des procédures exceptionnelles à des dirigeants de la banque, à des entreprises dans lesquelles ils ont des intérêts ou à des sociétés liées à des actionnaires important de l'établissement ;

• le risque légal et réglementaire : l'activité de crédit est étroitement réglementée (comme symétriquement l'est le droit d'engager une personne morale en tant que contrepartie) et le non-respect de nombreuses dispositions peut conduire l'établissement à supporter des pertes soit directement, soit en raison de l'impossibilité de mettre en œuvre une garantie ;

• le risque opérationnel : cette notion recouvre toutes les erreurs de traitement, qui peuvent survenir au cours de la vie d'un dossier, telles que : déblocage des fonds, avant que toute la documentation requise n'ait été réunie, saisie erronée des conditions de crédit dans les systèmes de gestion, mauvaise identification des concours compromis…

Un des risques financiers aux quels se buttent les grandes entreprises est le « crédit crunch » c'est-à-dire la diminution des crédits accordés par les établissements financiers.

Cette diminution a pour conséquence de diminuer les projets qui seraient financés dans l'économie en question. A priori, en termes de gravité, le risque de crédit renvoie à deux situations différentes.

Dans le cas où le débiteur ne peut tenir son engagement, il peut s'agir soit d'une incapacité temporaire due à des difficultés ponctuelles, soit d'une incapacité définitive liée à des problèmes structurels. Ces derniers peuvent conduire à la disparition de l'emprunteur. Si on généralise, ce risque peut être considéré comme l'incertitude qui affecte les montants et les dates auxquels les paiements du débiteur seront effectués. Il est lié aux aléas qui pèsent sur l'évolution de la situation économique et financière de la contrepartie.

On appréhende alors le risque de crédit comme une possibilité de pertes consécutives à cette évolution du débiteur. Ce qui renvoie à deux états de la nature qui sont la dégradation de la situation de l'emprunteur et la cessation des paiements du débiteur. Dans le premier cas, le gain original espéré ne rémunère pas l'incertitude grandissante à laquelle le créancier est exposé. C'est une forme de perte d'opportunité. Dans le deuxième, s'il ne peut payer, son créancier constate un défaut de paiement. Les conséquences seront plus ou moins graves selon qu'il y a, ou non, faillite de la contrepartie.

Ainsi, on distingue dans le risque supporté par un créancier un risque de dégradation (downgrading risk), un risque de défaut (default risk) et un risque de faillite (foi/ure risk). Ceci explique les difficultés pour appréhender le risque. L'expression « risque de crédit » recouvre donc deux éléments distincts : un risque de perte potentielle (downgrading) et un risque de perte extrême (risque de défaut).

La nature même de l'activité de crédit expose les créanciers financiers au risque. Pour ceux-ci, il s'agit d'un événement qui peut affecter négativement les flux que doit verser un emprunteur au titre d'un contrat de crédit. En pratique, c'est le risque de non-remboursement de ses dettes par un emprunteur défaillant. Il s'assimile au degré d'incertitude qui pèse sur l'aptitude d'un emprunteur à effectuer le service prévu de la dette, c'est-à-dire à l'incertitude des pertes qui peuvent être générées par un crédit à un créancier financier.

Globalement, on considère un risque de contrepartie comme le risque de dégradation de la situation d'un emprunteur. Celle-ci a comme conséquences l'augmentation de la probabilité de non-remboursement (défaut) ; la dégradation de la qualité du microcrédit et la baisse de la rentabilité de l'opération de microcrédit. Sur un autre plan, le risque de crédit doit s'analyser dans le contexte de l'asymétrie d'information. Lorsqu'un emprunteur sollicite un crédit, la banque est moins informée

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

que les dirigeants de la société sur l'avenir de celle-ci et l'impact de l'utilisation du prêt.

Le créancier subit une asymétrie d'information qui le pénalise dans sa capacité à sélectionner les « bons » emprunteurs et crédits. Cette situation génère une anti sélection, les managers des sociétés en mauvaise santé étant incités à solliciter un prêt que la Coopec n'aurait pas accordé si elle avait eu toute l'information.Ce travail traite du risque de microcrédit.

III.4. LA PORTEE EN MICROFINANCE

La portée sociale correspond à la capacité d'un programme de micro finance à servir le maximum d'emprunteurs.L'analyse de la portée est d'une importance capitale. Elle peut se baser sur plusieurs éléments dont le nombre des comptes ouverts. S'agissant des éléments de portée, le rapport de la BCC note qu'on a enregistré une augmentation du nombre des comptes ouverts auprès des structures de microfinance de 1,6 % à fin décembre 2017.

Dans ses recherches, de maitrise GIRAUD note « si on part d'une bonne viabilité financière, les potentiels clients de l'IMF, peuvent percevoir ces résultats satisfaisants comme un indicateur de pérennité de celle-ci. Par conséquent, ils seront influencés à prolonger leur utilisation des services de l'institution. Une meilleure viabilité peut avoir ainsi un impact positif sur la portée »

Par contre, nous dans cette recherche, traitons de la question qu'une bonne portée pourrait influencer la viabilité financière des coopératives d'épargne et de crédit.

Les efforts visant à étendre les services des coopératives d'épargne et de crédit aux populations non desservies par les institutions financières classiques sont définis en tant que portée.

La portée peut être mesurée en termes :

-D'étendue c'est-à-dire le nombre de clients servis et volume des services (total de l'épargne en dépôt et encours total du portefeuille).

–De degré à savoir le niveau socio-économique de la clientèle servie par la microfinance .

Les indicateurs classiques pour évaluer la portée d'une structure de microfinance sont :

- La valeur du portefeuille de microcrédits et de l'épargne collectée;
- Le nombre d'emprunteurs et le nombre d'épargnants.

Cette recherche traite de la portée à partir de ces indicateurs classiques mais sous une dimension économique de l'efficacité et de la productivité des microcrédits accordés par les coopératives d'épargne et de crédit. Autrement dit, au niveau de la portée, nous analysons les indicateurs d'efficacité et de productivité auxquels nous ajoutons la valeur du portefeuille de microcrédits par agent de crédit et le nombre d'emprunteur par agent de crédit.

IV. ANALYSE ET RESULTATS

IV.1. Les caractéristiques des coopec locales.

1°. Les membres

Ils constituent le cœur de la coopec, sont à la fois propriétaires et bénéficiaires des services. C'est ce qui caractérise la nature "coopérative" de l'organisation. Les membres des coopec sont basés en ville de Butembo et d'autres ailleurs.

Les membres sont composés des femmes et des hommes ; des employés et des employeurs dans certaines entités locales, des entrepreneurs, des fonctionnaires de l'Etat et des prestataires libres etc.

Le poids de chacune de ces catégories des membres varie d'une coopec à l'autre en fonction de sa capacité à fournir des produits d'épargne et de son degré de solliciter des crédits.

Tableau n°1 : Statistiques des microcrédits selon les secteurs au sein des coopecs de notre échantillon(en $).

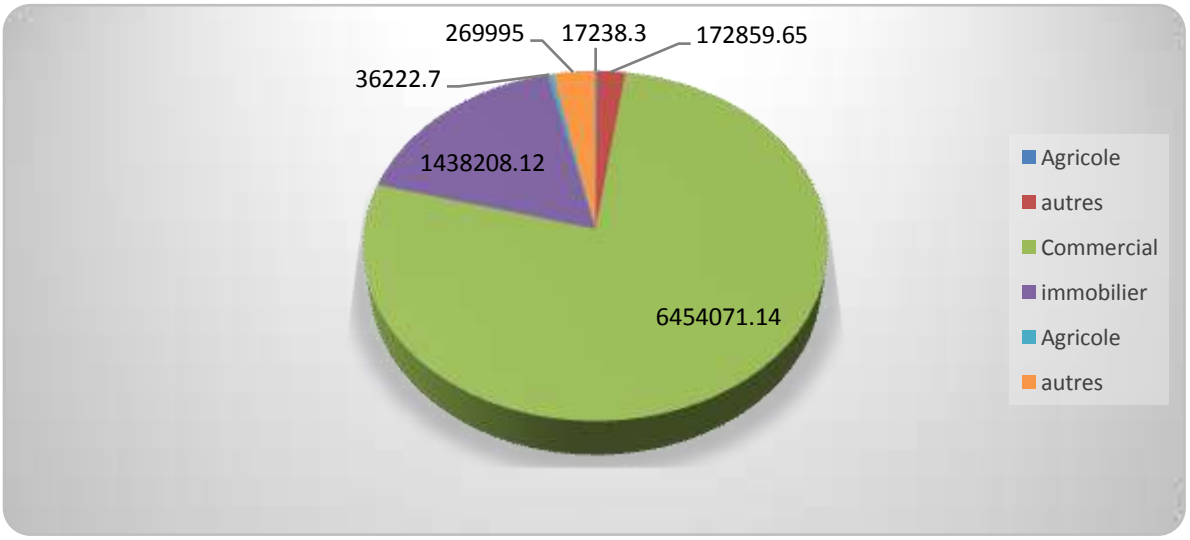
Année	Secteur	COODEFI	MECRE	LWANZO	TOTAL
2019	Commercial	2537208,5	748 204	199094,5	3 484 507
	Immobilier	844940	274174,98	58702,64	1177817,62
	Agricole	0	0	14675,66	14675,66
	Autres	131725	20387,04	2300	154412,04
2020	Commercial	4204214,1	509127,89	242611,29	4955953,25
	Immobilier	757175	383 353,76	68953,2	1140528,77

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

	Agricole	0	0	17238,3	17238,3
	Autres	168470	4056,35	333,3	172859,65
2021	Commercial	5593045,2	562123,76	298902,21	6454071,14
	Immobilier	1170330	122987,32	144890,8	1438208,12
	Agricole	0	0	36222,7	36222,7
	Autres	200970	67809	1216	269995

Source : nous-mêmes à partir des statistiques reçues des coopecs

Les données de ce tableau sont visualisées par le graphique ci-dessous.



Graphique n° 1:Repartition sectorielle des prêts accordés par les coopecs de notre échantillon.

Nous nous apercevons que le secteur commercial couvre une part importante du microcrédit provenant des coopecs de la ville de Butembo. Il est suivi par le secteur de l'habitat et des autres secteurs comme l'artisanat. Toutefois l'agriculture n'est pas tellement financée par les coopecs de notre échantillon. Une coopec locale se spécialisée dans le financement du secteur agricole, c'est la coopec le Grenier. Il en est de même de l'industrie. Cela se justifie bien par le principe de l'harmonie devant exister entre la liquidité des emplois et l'exigibilité des ressources.

Tableau n° 2: Effectifs des membres et encours de crédits des coopec enquêtées.

N°	Dénomination	Année d'agreement	Effectifs des membres			Encours brut de crédits en ($)		
			2019	2020	2021	2019	2020	2021
1	COODEFI	2005	26833	28810	30810	3513873,53	5129859,07	6964345,17
2	MECRE	2011	357	398	421	1042766,201	896538	752920,077
3	LWANZO	2018	202	317	498	274 772,8	328 802,79	481 231,74
	Total	-	27392	29525	31729	4831412,41	6355199,86	8198496,987

Source : nous même

De ce tableau nous constatons que les effectifs des membres de la COODEFI sont tellement élevés que dans les autres coopec. Cela serait dû à son ancienneté. L'on note toutefois que les effectifs croissent au fil du temps dans toutes les coopec. Ce qu'il faut savoir toutefois est qu'il y a

certains individus qui sont membres dans deux coopec à la fois. L'encours de crédit est également élevé à la coopec COODEFI qu'ailleurs. C'est la conséquence de l'existence d'un nombre élevé des membres à son sein.

Le cadre retenu est celui de l'analyse comparative des niveaux de la viabilité financière des Institutions offrant des microcrédits reconnue sous la forme juridique des coopératives d'épargne et de crédit.

IV.2. Les variables d'analyse de la viabilité financière**.**

1°. Variables dépendantes

Pour notre analyse, nous utilisons comme variable dépendante l'autosuffisance financière (AUTSUFFIN). Elle nous permet d'évaluer la performance financière de l'institution dans le temps, dans la mesure où, lorsque les produits financiers l'emportent sur le total des charges, (AUTSUFFIN >100), de façon pérenne, on peut déduire que la coopec peut se passer des subventions et recourir aux marchés financiers si besoin est.

La coopec obtient des produits financiers sur les prêts et autres services financiers sous forme d'intérêts, de pénalités et de commissions. Les produits financiers comprennent également les revenus d'autres actifs financiers, tel que le revenu d'investissement. En ce qui concerne les diverses charges, elles englobent les charges d'exploitation, les coûts des emprunts et les provisions pour pertes probables sur les prêts en défaut de paiement.

Les autres variables d'analyse de la performance financière utilisées, sont l'autosuffisance opérationnelle (OSS) et le rendement sur actif (ROA) ajusté. La rentabilité des actifs (ROA) renseigne sur la performance de gestion des actifs de la coopec visant à optimiser leur rentabilité. Elle mesure la façon dont l'institution utilise ses actifs. Par contre l'autosuffisance opérationnelle est un indicateur essentiel, qui évalue la capacité de la coopec à couvrir ces charges financières et d'exploitation. Nous allons limiter notre réflexion à l'autosuffisance financière parce que notre objectif est d'étudier la viabilité financière.

2°. Variables indépendantes

Les deux premières variables indépendantes que nous prenons en compte sont le portefeuille à risque à 30 jours (PAR>30) et le taux de couverture du risque(RACOUVRISK).

Le premier est un ratio de risque et liquidité et permet de mesurer l'impact d'un portefeuille à risque mesuré à une période donnée sur le niveau de crédit octroyé à la période suivante. En effet, le fonctionnement de la microfinance est caractérisé par une logique de crédits rotatifs, c'est-à-dire que les fonds prêtables sont reconstitués presque totalement par les crédits.

Dans ces conditions, on s'attend à une influence négative du portefeuille à risque sur la viabilité financière de la microfinance. En d'autres termes, la Coopec qui enregistre des portefeuilles à risques élevés sur une période aura moins de fonds à prêter à l'avenir et sera obligée de rationner le crédit. Ce qui aurait une influence négative sur sa performance financière.

Le portefeuille à risque influence négativement l'autosuffisance financière des coopec. Les coopec qui présentent de PAR élevés produisent aussi des revenus nets d'intérêts largement faibles.Ces structures se retrouvent dans l'incapacité de couvrir leurs charges d'exploitation par les revenus issus de l'exploitation. Ce qui laisse sous-entendre qu'elles présentent des ratios d'autosuffisance financière très faibles.

De telles structures accusent dès lors des faiblesses dans leur processus de recouvrement et engendrent de faibles revenus.Cette étude se propose d'en vérifier le cadre pour les trois coopec prises en compte.

Le deuxième, c'est-à-dire le ratio de couverture du risque (RACOUVRISQ) est un ratio de risque et liquidité dont le soubassement est le taux d'intérêt appliqué par la coopec. Les deux indicateurs de risque qui y sont associés, sont le ratio de dotation aux provisions et le ratio de perte des créances.

Nos variables pour cette analyse, sont définies comme suit :

-Autosuffin = Revenus d'intérêt et commissions / Charges d'exploitations + provisions pour créances douteuses + charges financières ;

-Le ratio du portefeuille à risque supérieur à 30 jours (Par30)= Capital restant dû pour des montants échus supérieurs à 30 jours / encours brut de prêts ;

-Le ratio de couverture de risque(Racouvrisk) = Réserves pour Créances Douteuses / (Encours des Crédits ayant des Impayés excédant 30 jours + Encours des Crédits Rééchelonnés).

- Le cout par emprunteur(COUPARE) = Charges d'Exploitation / Nombre Moyen d'Emprunteurs Actifs (exclusion faite des Crédits à la consommation et des Crédits sur gage).

-La productivité par agent de crédit (PRODAC) est donné par : Nombre d'Emprunteurs Actifs (exclusion faite des Crédits à la consommation et des Crédits sur gage)/ Nombre d'Agents de Crédit.

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

-Le ratio des dotations aux provisions (RADOPRO) est donné par : Dotation aux Provisions pour Créances Douteuses / Encours Moyen du Portefeuille Brut de Crédits.
-Le ratio des pertes des créances (RAPERCRE) est donné par : Créances Passées en Pertes / Encours Moyen du Portefeuille Brut de Crédits.
-Le ratio des charges d'exploitation (RACHARE) est donné par : Charges d'Exploitation / Encours Moyen du Portefeuille Brut de Crédits.
-La productivité du personnel (PRODUPE) qui est déterminé par la formule : Nombre d'Emprunteurs Actifs (exclusion faite des Crédits à la consommation et des Crédits sur gage)/ Nombre Total du Personnel.
-Le portefeuille par agent de crédit(PORTAC) déterminé par la formule : valeur du portefeuille de microcrédits/nombre d'agent de crédit.
Dans le tableau ci-dessous, nous présentons les valeurs de l'autosuffisance financière des coopec de 2019 à 2021

Tableau n° 3: Autosuffisance financière des coopec

		COODEFI	MECRE	LWANZO
Revenus d'intérêt et commissions	2019	889160,60	202 167	103649,93
	2020	1005222,72	265695	115264,53
	2021	1482333,88	355773	134503,01
	Moyenne	1125572,4	274545	117805,82
Charges d'exploitations + provisions pour créances douteuses + charges financières	2019	294089,76	311405	33357,41
	2020	264411,52	178859	34725,09
	2021	423988,49	440241,574	50406,11
	Moyenne	327496,59	310168,5247	39496,20
Autosuffisance financière	2019	3,0234	0,6492	3,1073
	2020	3,8017	1,4855	3,3193
	2021	3,4962	0,8081	2,6684
	Moyenne	3,4369	0,8851	2,9827

Sources : nous-mêmes

En 2019, l'autosuffisance financière de chaque structure du panel est petite comparativement aux autres années de la période. Elle est même inférieure à 100% à la coopec MECRE pour l'année 2019 et 2021. Même si cela, n'influence pas directement la chute de la moyenne de l'autosuffisance financière du panel étant donné que chaque structure a ses caractéristiques propres, nous pouvons noter que de ces trois structures de microfinance parviennent à couvrir chaque année leurs charges au fil des années.

Il est vrai en observant les données du tableau ci-dessus que c'est la situation de 2019 qui influe négativement sur le taux d'autosuffisance financière. Après qu'elle se soit améliorée en 2020, l'autosuffisance financière de ces trois structures de microfinance s'est encore dépréciée en 2021.
Pour les coopec COODEFI et LWANZO, la situation évolue mieux toutes choses restants égales par ailleurs qu'à la MECRE .La moyenne du panel est de loin supérieure à100% .Ce qui est un bon signe d'une viabilité financière des coopec locales.

IV.3. Les indicateurs de risque et de portée économique

Les indicateurs de risque et de portée économique de coopec en étude, sont calculés sur base des donnés y affèrent et les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau n° 4 : indicateurs de risque et de portée économique des coopecs locales

Variables		Risque				Portée économique				
		PAR30	RADO PRO	RACO UVRI S	RAPER CRE	RACH ARE	COUP ARE	PRODU PE	PROD AC	PORTAC
MECR E	2019	0,0751	0,0623	0,3699	0,0122	0,3247	127,09	56,3182	402,5	376460,0 4
	2020	0,0916	0,0579	0,5030	0,0235	0,1273	119,57	39,4091	289	298846
	2021	0,1781	0,0527	0,3538	0,0367	0,2226	111,19	38,3333	413	347588,7

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

										3
	Moyenne	0,1149	0,0576	0,3129	0,0241	0,2249	119,28	44,6869	368,17	340964,92
COODEFI	2019	0,0445	0,023	0,2251	0,0954	0,0572	227,8660	25,5454	168,60	702774,71
	2020	0,0208	0,0112	1,2987	0,0470	0,0407	219,1349	28,2424	155,33	854976,51
	2021	0,0393	0,0254	1,3233	0,0733	0,0370	221,8441	34,9063	159,57	994906,45
	Moyenne	0,0349	0,0199	0,9490	0,0719	0,0450	222,95	29,5647	161,17	858885,89
LWANZO	2019	0,0990	0,0714	0,5144	0,0336	0,1276	261,08	15,125	121	34346,6
	2020	0,0495	0,0943	0,9219	0,0129	0,1017	186,94	21,25	170	41100,35
	2021	0,1249	0,1456	0,2495	0,0163	0,1051	171,61	25,8	129	42111,49
	Moyenne	0,0911	0,1037	0,5619	0,0293	0,1115	206,54	20,73	140	39186,15
Moyenne générale		0,0803	0,0604	0,6079	0,0418	0,1271	182,92	31,6605	223,1133	413012,32

Source : nous même

Des données du tableau ci-dessus et l'aperçu des graphiques représentés ci haut, il ressort les constats ci-après :

- En aucune de ces trois années, le PAR 30 de la MECRE n'a été en dessous de la norme de 5% alors qu'il l'a été pour toutes les années à la COODEFI. Au fil du temps, le Par30 de la MECRE ne fait que se détériorer .Il en est de même pour la coopec LWANZO qui s'est détérioré davantage en 2021 après une petite amélioration à l'année 2020 par rapport à l'année 2019. Le ratio moyen de PAR (8,3%) du panel est supérieur au seuil maximum de 5%. Ceci indique qu'en moyenne, le portefeuille de crédit de notre échantillon n'est pas sain.

Toutefois, lorsque nous les analysons séparément, le résultat prouve que pour la COODEFI, il est sain comparativement à celui de MECRE et à celui de LWANZO.

-Un ratio de dotation aux provisions de 6,04% qui signifie que pour ce panel à trois coopec, les dotations pour créances douteuses représentent en moyenne environ 6% d'encours moyen brut des crédits. Il est supérieur à la norme de 2% requise pour cet indicateur dans les coopec. Quand nous l'analysons de façon détaillée, nous constatons qu'il est dans la norme pour la coopec COODEFI alors que pour les autres coopecs de notre échantillon, il ne l'est pas.

-Un ratio de couverture de risque moyen de 60,79% n'est pas compris entre les limites exigées c'est-à-dire 80 et 120 %.Il est tout de même compris entre ces limites pour la coopec COODEFI (95%),Il ne l'est pas pour les coopec MECRE et LWANZO et montre que ces deux structures ne peuvent en aucun cas résister à une baisse de la conjoncture économique.

-Un ratio de charges d'exploitation de 12,71% signifie que pour ce type de micro finance, chaque portefeuille de prêt de 100$ coute en moyenne environ 12,71$ .Ce cout est tout de même plus élevé au niveau des coopec MECRE et LWANZO par rapport à la COODEFI ;

-Un cout par emprunteur moyen de 182,92$ signifie que les coopec dépensent en moyenne chaque année 182,92$ en charges d'exploitation par emprunteur. La MECRE dépense moins que la LWANZO et COODEFI. Notons toutefois que la moyenne constatée est de loin supérieure à celle qui est exigée pour la micro finance spécialisée dans les très petits prêts. En effet, cette dernière doit garder un coût par emprunteur bien en dessous de $100 si elle veut atteindre une meilleure viabilité financière.

- Une productivité moyenne de la période du personnel de 31,66 montre que coopecs doivent être capables de gérer un très grand nombre de membres avec un minimum de travail administratif sans pour autant détériorer la qualité du portefeuille si elles veulent être viables financièrement.

Pour les trois coopec sous étude, la productivité s'est progressivement améliorée pour la COODEFI durant les dernières années, passant de 25 emprunteurs/employés en 2019 à 28 en 2020 et 34 en 2021. Elle s'est détériorée pour la MECRE passant de 56 emprunteurs/employés en 2019 à 39 en 2020 et 38 en 2021.Par ailleurs pour la coopec LWANZO elle s'est améliorée passant de 15 emprunteurs par employé en 2019 à 21 en 2020 puis à 26 en 2021 ;

-La productivité par Agent de Crédit de toutes les coopec s'est détériorée à la deuxième année puis elle s'est améliorée à la troisième année. On s'attend à ce que cette tendance continue

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

et s'accélère même, vu que la concurrence se fait de plus en plus sentir et cela pourrait pousser les coopec sous étude à améliorer l'efficacité de leurs opérations avec l'afflux des services de substitution.

Rappelons que l'indicateur de Productivité par Agent de Crédit est fonction d'un nombre de facteurs internes et externes à la coopec, qui incluent entre autres les plans d'intéressement des agents (mesures incitatives), les méthodologies d'octroi de prêts, la densité de la population, les infrastructures de transport, etc. Plus, la coopec est soumise à une forte concurrence, plus cette productivité s'améliore.

IV.4. Statistiques descriptives de la variable dépendante et des variables indépendantes

Cette analyse porte sur la moyenne, l'écart type, le coefficient de variation et les statistiques du Skewness- Kurtosis. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau n°5 : les statistiques descriptives des indicateurs d'analyse

Indicateurs	obs	Moyenne	Écart type	Min	Max	Coefficient de variation	Skewness	Kurtosis
Autosuffin	3	2.434900	1.361244	0.885100	3.436900	55.9055	-0.619576	1.500000
Par30	3	0.337033	0.475471	0.034900	0.885100	141.107550	0.696009	1.500000
RADOPRO	3	0.060400	0.041970	0.019900	0.103700	69.486755	0.122016	1.500000
RACOUVRISK	3	0.607933	0.320539	0.312900	0.949000	52.726040	0.258391	1.500000
RAPERCRE	3	0.041767	0.026225	0.024100	0.071900	62.788804	0.675960	1.500000
RACHARE	3	0.775028	0.090963	0.045000	0.224900	11.736737	0.306409	1.500000
COUPARE	3	182.9233	55.72412	119.2800	222.9500	30.463107	-0.638746	1.500000
PRODUPE	3	31.66053	12.11518	20.73000	44.68690	38.265879	0.308296	1.500000
P3RODAC	3	223.1133	126.0679	140.0000	368.1700	56.503982	0.684741	1.500000
PORTAC	3	413012.3	414572.1	39186.15	858885.9	100.377664	0.309625	1.500000

Source : nous même

A propos du test de symétrie ou de dysmétrie, le skewness montre que l'autosuffisance financière et le coût par emprunt présentent des distributions qui sont étalées vers la gauche. Tous les autres indicateurs ont une distribution étalée à droite. Dans les deux cas nous sommes en présence des distributions dissymétriques.

En ce qui concerne le kurtosis, nous sommes persuadé que tous nos indicateurs aient la même valeur qui est positive et traduisant l'existence des distributions leptokurtiques pour chacune de nos variables. Autrement, dit les valeurs ressortant de distribution de nos différentes variables d'analyses peuvent être représentées par des courbes moins aplaties et plus surélevées et moins dispersées.

IV.5. Analyse de la covariance.

L'analyse que nous effectuons dans ce paragraphe trouve son fondement dans le fait que nous voulons nous assurer que les liens entre l'ensemble des variables retenues ne sont pas trop forts, ou déséquilibrés. Cela peut se faire au moyen de plusieurs instruments. Nous avons choisi la matrice de corrélation de Pearson .Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous :

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

Tableau n° 6 : Matrice de corrélation de Pearson.

Covariance Analysis: Ordinary
Nombre d'observations: 3

Corrélation Probabilité	AUTOSUFIN	PAR30	RADOPRO	RACOUVRISK	RAPERCRE	RACHARE	COUPARE	PRODUPE	PRODAC	PORTAC
AUTOSUFIN	1.000000 -----									
PAR30	0.681894 0.5223	1.000000 -----								
RADOPRO	0.732354 0.4768	0.001325 0.9992	1.000000 -----							
RACOUVRISK	-0.973372 0.1472	-0.831408 0.3751	-0.556764 0.6241	1.000000 -----						
RAPERCRE	-0.997668 0.0435	-0.630375 0.5658	-0.777126 0.4334	0.955455 0.1907	1.000000 -----					
RACHARE	0.874992 0.3217	0.950774 0.2006	0.311144 0.7986	-0.962672 0.1745	-0.839904 0.3652	1.000000 -----				
COUPARE	-0.743972 0.4659	-0.996073 0.0564	-0.089851 0.9427	0.877336 0.3186	0.696625 0.5094	-0.974475 0.1441	1.000000 -----			
PRODUPE	0.312666 0.7976	0.907983 0.2752	-0.417802 0.7256	-0.522078 0.6503	-0.247099 0.8410	0.733444 0.4758	-0.867323 0.3317	1.000000 -----		
PRODAC	0.570532 0.6135	0.989765 0.0912	-0.141395 0.9097	-0.743602 0.4662	-0.513141 0.6570	0.896821 0.2917	-0.973245 0.1476	0.958485 0.1841	1.000000 -----	
PORTAC	-0.857638 0.3439	-0.208667 0.8662	-0.978262 0.1330	0.716918 0.4911	0.890741 0.3004	-0.501458 0.6656	0.294430 0.8097	0.220316 0.8586	-0.066967 0.9573	1.000000 -----

Pour compléter cette analyse, nous analysons le coefficient de détermination simple et testons sa significativité pour chacune de nos variables indépendantes en liaison à la variable dépendante, c'est-à-dire l'autosuffisance financière de nos coopec.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°7 : analyse et tests des coefficients de détermination entre les variables de risque, de portée économique et d'autosuffisance financière.

Variable Indépendante	Coeff de corrélation	Coeff de détermination	Test du coeff de CORRELATION
PAR 30	0,681894	0,464979427	0,932248359
RADOPRO	0,732354	0,536342381	1,075529577
RACOUVRISQ	-0,973372	0,94745305	-4,246245446
RAPERCRE	-0,997668	0,995341438	-14,61706281
RACHARE	0,874992	0,765611	1,807321726
COUPARE	-0,743972	0,553494337	-1,113379204
PRODUPE	0,312666	0,097760028	0,329169529
PRODAC	0,570532	0,325506763	0,694690258
PORTAC	-0,857638	0,735542939	-1,667732652

Source : nous même

Deux de nos variables qui portent sur le risque (le ratio de couverture de risque et le ratio de perte des créances) sont négativement corrélées à l'autosuffisance financière et deux lui sont positivement corrélées. Il s'agit du portefeuille à risque supérieure à 30 jours et du ratio de dotation aux provisions).

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

Pour les indicateurs de la portée, nous retenons de l'analyse du tableau ci-dessus que le ratio de perte de créance, le cout par emprunt et le portefeuille par agent de crédit sont négativement liées à l'autosuffisance financière. Par ailleurs le ratio des charges d'exploitation, la productivité du personnel et la productivité par agent de crédit sont positivement corrélés à l'autosuffisance financière des coopec sous étude.

L'analyse des coefficients de détermination, nous laisse constater pour les indicateurs de risque que le PAR30 moyen des coopec explique à environ 46% leur autosuffisance financière. Le ratio de dotation aux provisions l'explique à 54%, le ratio de couverture de risque l'explique à environ 95% et le ratio de perte des créances à plus de 99%. Pour les indicateurs de la portée économique nous observons que le ratio des charges d'exploitation et le portefeuille par agent de crédit expliquent l'autosuffisance financière à plus de 70% alors que tous les autres facteurs l'expliquent à des pourcentages très minimes.

Le test du coefficient de détermination montre que de tous les indicateurs considérés, il n'y a que le ratio de couverture de risque et celui des pertes des créances qui sont significativement corrélés à l'autosuffisance financière des coopec .Autrement dit, nous constatons que les gestionnaires des coopec mettent beaucoup plus d'accent sur le risque et spécifiquement sur les deux indicateurs précités que sur la portée économique.

IV.6.APPRECIATION DE L'INFLUENCE DES INDICATEURS DE RISQUE ET DE PORTEE SUR LA VIABILITE FINANCIERE**.**

1°.Viabilité financière et qualité du portefeuille des coopec

A partir du cadre théorique présenté ci haut, cette recherche montre que les opérations de crédit couvrent une place de choix dans les activités des structures de micro finance. Elle montre aussi que c'est au niveau de ces opérations que les structures de micro finance peuvent courir le risque pouvant aller jusqu'à les engouffrer.

Le professeur Benoit estime que, quand, l'on analyse la structure financière de la plupart de structures de micro finance, l'on s'aperçoit que leur portefeuille de crédit représente la plus grande part de l'actif circulant en termes de volume et des produits nécessaires à la couverture des coûts d'exploitation et la marge bénéficiaire.

Certes ; lorsque la coopec maîtrise bonnement son portefeuille à risque en le réduisant par exemple dans le portefeuille global de l'institution, cela est susceptible de rendre ses profits plus significatifs et par conséquent avoir un impact positif sur sa viabilité financière. Nous nous attendons à une relation inverse entre le portefeuille à risque et l'autosuffisance financière. Plus spécifiquement, nous estimons que le PAR30 influence de manière inverse l'autosuffisance financière de trois coopec prises en compte.

Pour la micro finance dont les crédits ne sont pas tel que noté, ci -haut couvert par des garanties faciles à réaliser, la qualité du portefeuille est absolument cruciale et devra être mesurée par le PAR auquel l'on associe le ratio de couverture du risque, le ratio de dotation aux provisions et le ratio de perte des créances.

De manière détaillée et absolue, partant de l'analyse basée sur les indicateurs de viabilité et de risque, nous pouvons considérer que sur la période de trois ans de 2019 à 2021, la COODEFI a été plus viable que la coopec LWANZO qui l'a été mieux que la coopec MECRE. La coopec COODEFI a également été moins risquée que la coopec LWANZO qui l'a été moins que la coopec MECRE. Cela nous conduit à conclure qu'une coopec moins risqué est susceptible d'être plus viable financièrement. Toutefois, il faudra le vérifier à travers un test de différence de moyenne de viabilité.

De manière globale, nous référant aux résultats du tableau n°8, nous constatons que l'autosuffisance financière est positivement corrélée au Par30.Ce résultat n'est pas conforme à nos attentes ainsi qu'à la théorie. Et par conséquent s'oppose avec ceux de Nyamsogoro(2010) et Prakask (2016). Ceci ne semble pas confirmer l'hypothèse selon laquelle une réduction significative du portefeuille à risque à 30 jours dans le portefeuille global des Coopec devrait avoir un impact positif sur leur viabilité financière.

En d'autres termes, un portefeuille à risque élevé aurait comme conséquence de limiter les produits tirés des activités du microcrédit. L'autosuffisance financière et le ratio de dotation aux provisions sont également positivement corrélés tandis que le ratio de couverture de risque et le ratio de perte des créances sont corrélés négativement à l'autosuffisance financière.

2°.Viabilité financière et portée économique des coopec locales**.**

Les ratios qui permettent de mesurer la portée du point de vue économique sont ceux qui mesurent l'efficience et la productivité. L'efficience fait référence au coût par unité produite. La productivité désigne le volume

d'activité générée (produit ou extrant) par rapport à une ressource ou un actif donné (moyen ou intrant). Les ratios d'efficience et de rendement peuvent être utilisés pour comparer la performance au fil du temps et mesurer les améliorations des opérations d'un fournisseur. Ils fournissent des informations concernant la vitesse à laquelle les prestataires génèrent des bénéfices en vue de couvrir leurs dépenses.

Nous pensons que la viabilité financière des coopec en ville de Butembo serait positivement liée à la portée économique de leurs microcrédits pour les différentes productivités et négativement pour le ratio des charges d'exploitation et le cout par emprunteur.

Il faut également savoir que lorsqu'une structure de micro finance octroie un crédit, elle se fait le devoir de faire le suivi de celui-ci pour en assurer le remboursement prévisionnel. Ce qui entraine pour elle de supporter des couts. Ces couts se rapportent à chaque petit montant de crédit de telle sorte que même s'il s'agit des crédits solidaires, le crédit de chaque client est géré individuellement par l'agent de crédit et le reste des agents intervenant dans le circuit.

Cela étant, nous nous attendons à une relation positive entre les productivités du personnel, des agents de crédit et l'autosuffisance financière de nos coopec. Aussi, nous estimons que le coût par emprunt influencerait négativement l'autosuffisance financière des coopec.

Nos analyses en rapport avec les trois coopec considérées, prouvent que malgré qu'elle n'ait pas été performante en termes de viabilité et de risque, la coopec MECRE a su maintenir une bonne portée. Ces résultats traduisent le fait qu'une coopec peut avoir une bonne portée économique alors qu'elle n'est pas financièrement viable.

De manière globale, les résultats du tableau n°8 montrent que le ratio de charges d'exploitation et la productivité du personnel de coopec de notre échantillon sont positivement corrélés à l'autosuffisance financière. L'augmentation des salaires, une partie des charges d'exploitation inciterait le personnel à devenir plus productif. Cela est en adéquation avec la théorie dite de « salaire incitatif »

En bref, des résultats de l'analyse menée ci haut, retenons qu'une coopec qui a une viabilité élevée, n'a pas nécessairement une bonne portée économique et celle qui est financièrement viable se caractérise par moins de risque. Des résultats similaires avaient déjà été relevés dans des études antérieures .Et, d'autres études par contre ont révélés des résultats contraires.

Par ailleurs, les corrélations positives et négatives entre les variables indépendantes prises deux à deux sont faibles. On ne note donc pas de phénomènes de colinéarité entre les différentes variables explicatives.

IV.7 TESTS DE SIGNIFICATION DE LA DIFFERENCE DE VIABILITE FINANCIERE, DE RISQUE ET DE PORTEE DANS LES COOPEC ENQUETEES.

Afin de tester la significativité de cette différence de viabilité, de risque et de portée économique, mise en évidence par l'analyse bivariée, nous avons effectué l'analyse de la variance à deux facteurs (ANOVA 2).

Pour cette recherche, il s'agit de l'ANOVA à deux facteurs(le temps et la coopec sans répétition d'expérience.

Pour ces différents tests les hypothèses sont les suivantes :

H'0 : $\alpha 1 = \alpha 2 = \alpha 3 = 0$ c'est-à-dire les moyennes de nos indicateurs sont les mêmes à travers les années ;

H ″ 0 : $\beta 1 = \beta 2 = \beta 3 = 0$ c'est-à-dire les moyennes de nos indicateurs sont les mêmes à travers les coopec.

H ′ 1 : au moins une des moyennes des indicateurs considérés est différente des autres dans le temps.

H ″ 1 : au moins une des moyennes des indicateurs considérés est différente des autres à travers les coopec.

Les statistiques de Fischer sont déterminés en suivant la démarche d'ANOVA à deux facteurs tel que synthétisé dans le tableau n° 8 ci-dessous.

Tout d'abord nous dégageons dans l'analyse qui suit les différentes moyennes des indicateurs. Ces moyennes sont déterminées par an pour la période considérée et par coopec pour les trois coopec.

Les résultats de ces différents tests sont synthétisés dans le tableau ci-après :

International Journal of Advances in Engineering and Management (IJAEM)
Volume 8, Issue 01 Jan. 2026, pp: 30-46 www.ijaem.net ISSN: 2395-5252

Tableau n°8 : synthèse de résultats de l'analyse des variances

	Variation des coopec SCc	Variation du temps SCt et ddl	Variation résiduelle SCr et ddl	Variation Totale SCT et ddl	Carrés Moyens SQ	F	Décision
Ddl	2	2	4	8			
Autosuffis	10,42195659	0,67148286	0,25102425	11,3444637	SQc=5,210978295 SQt=0,33574143	fc=20,76 ft=1,34	-H ″0 rejété -H'1 acceptée
Par30	0,01012569	0,00553074	0,00370898	0,01936541	SQc=0,00507845 SQt=0,00276537	fc=1,365 ft=0,745	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
RADOPRO	0,01059495	0,00091107	0,00214124	0,013647297	SQc=0,005297475 SQt=0,000455535	fc=2,47 ft=0,21	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
RACOUVRISK	0,46514892	0,43418778	0,59516356	1,49450026	SQc=0,23257446 SQt=0,21709389	fc=0,39 ft=0,36	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
RAPERCRE	0,00490698	0,00060015	0,00402735	0,00953448	SQc=0,00245349 SQt=0,00030075	fc=0,61 ft=0,075	H ″0 acceptée -H'1 acceptée
RACHARE	0,01654861	0,00323738	0,0103772	0,03016319	SQc=0,008274305 SQt=0,00161869	fc=0,80 ft=0,16	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
COUPARE	6290,7758	256,1331	2852,3053	9399,2142	SQc=3145,3879 SQt=128,06655	fc=1,10 ft=0,04	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
PRODUPE	293,6558	6,3923	288,2822	588,3303	SQc=146,8279 SQt=3,19615	fc=0,51 ft=0,01	-H ″0 acceptée -H'1 accepté

							e
PRODAC	31786,24	509,375	9402,4084	41698,0234	SQc=15893,12005 SQt=254,6875	fc=1,69 ft=0,03	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée
PORTAC	336648763200	4298189977	93955729560	434902682700	SQc=1683243816008 SQt=2149094988	fc=1,79 ft=0,02	-H ″0 acceptée -H'1 acceptée

Source : nous même

Le test d'ANOVA prouve que les moyennes et les variances de l'autosuffisance financière ne sont pas les mêmes pour les coopec constituant notre échantillon. Le même test prouve toutefois que pour les indicateurs de risque et de portée économique considérés les différences y observées dans les coopec ne sont pas significatives. Autrement dit la viabilité financière de la COODEFI est significativement différente de celle de la coopec LWANZO qui est significativement différente de celle de la coopec MECRE. Il n'en est pas de même des risques associés au portefeuille de microcrédit et à la portée économique de chacune d'elles.

Ceci peut être justifié par le fait qu'elles interviennent dans un même espace géographique et rendent services aux individus ayant les mêmes caractéristiques sociales, économiques, culturelles. Il s'agit là du risque global qui peut être le même pour toutes les coopecs .Mais ceci n'exclut pas que chacune d'elles soit soumise à un risque spécifique peu influant soit il.

V. CONCLUSION

La présente recherche a consisté à l'analyse du risque, de la portée économique des microcrédits et de la viabilité financière des coopecs COODEFI, MECRE et LWANZO de la ville de Butembo pour la période allant de 2019 à 2021.

Cette recherche avait pour objectif d'identifier les facteurs de risque et de portée économique susceptibles d'avoir une influence sur la viabilité financière des coopecs en ville de Butembo.

Apres analyse, nous avons constaté que les gestionnaires des coopecs sous étude se sont efforcés de gérer leur viabilité financière quelque soient les conséquences de la soit la crise sanitaire qui venait de secouer le monde. Ils y sont parvenus certainement grâce à leur portefeuilles des prêts et en agissant sur leur gouvernance en termes d'engagement de la main d'œuvre, de suivi rigoureux des prêts accordés, d'appropriation de la coopec mais aussi d'accès à l'information financière.

Pour finir, nous pensons qu'il faudrait davantage mettre en place une politique permettant aux acteurs de la microfinance de répondre aux besoins des membres tout en préservant la viabilité des coopecs. Le développement des mécanismes prenant en compte les caractéristiques de l'environnement actuel de la région, constituant un préalable pour préserver les intérêts des coopecs et des membres y épargnant.

NOTE

[1]. M.N.Mondjeli. (2013). ciblage des pauvres et rentabilité financiere dans las IMF au cameroun:complementarité ou incompatibilit? Rapport de recherche du Fr CIEA.
[2]. Reinhard. (2012). Microfinance et ethique. cairn.info, 8
[3]. P.N'da. (2015). Recherche et methodologie en sciences humaines:reussir sa these,son mémoire de master,ou professionnel et son article.Paris: l'harmattan.
[4]. Cooper, R. D. (2013). Business reseach methods. Quebec: Mc Grawhill.
[5]. Combessie JC . (2010). La methode en Sociologie. Paris: La découverte.
[6]. BCC, rapport annuel, 2006.
[7]. M.Lelart. (2006). De la finance informelle à la microfinance. Agence Universitaire de la Francophonie.
[8]. J.Morduch. (2000). The microfinance schism. World Development, 61-7629.

[9]. David, L. B. (2006). Sociologie du risque. Paris: PUF.Que sais je.
[10]. XXX Encyclopédie Universelle, corpus 6, p472
[11]. Kerebel, P. (2009). Management des risques. Paris: Eyrolles.
[12]. Cartier, M. (2010). Maxi fiches de stratégie. Paris: Dunod
[13]. Kharoubi, C. (2016). Analyse du risque de crédit:banques et marchés. Paris: éd.d'organisations.
[14]. Idem.
[15]. Résumé des propos du professeur Omer Mirembe lors des échanges pendant un exposé sur le thème « micro finance : dimension financière et sociale conciliable ? » dans le séminaire de marchés des capitaux et financement du développement, UCG, DEA 2022.
[16]. Koudio, D. E. (2021). Déterminants de la performance des Institutions de Micrifinance en cote d'ivoire. International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing, 886.
[17]. BCC. (2017). Rapport d'activités de la microfinance. Kinshasa.
[18]. Lucie, A. (2005). Etude sur la portée et les performances financieres des IMF en Afrique. MIX
[19]. Koudio,op cit p
[20]. M.Sene. (2006). Les determinants de la viabilité financiere. Audencia
[21]. Abelaw, K. (2014). Assessmentof the performance of Ethiopian financial and economic environment . Global journal of managment and business Reseach, 1-9
[22]. S.Kablan. (2012). Efficacité des institutions de microfinance en UEMOA:une approche outreach-intermediation financiere. HAL,archives ouvertes.
[23]. Microrate, (2003, mars xxx). "Indicateurs de performance pour les institutions de microfinance"Guide technique,Sustainable Developement Departement Micro Small and Medium Entrerprise Divison.Washington DC: ADA
[24]. Benoit, M. (2014). Offre des services financiers aux pauvres par les IMF. Deutschland: Esitions universitaires européennes.